

Marcel, J.-F., Piot, T., & Tardif, M. (Dir.) (2022). *30 ans de politiques de professionnalisation des enseignants. Regards internationaux*. Presses Universitaires du Midi. 306 pages.

Cet ouvrage intéressera sans doute d'abord les chercheuses et chercheurs œuvrant dans le domaine de la formation à l'enseignement, même si on peut espérer que des personnes en formation voire des enseignantes et enseignants, s'emparent de tels travaux. Il aborde sous un angle original, en les reproblématisant, les enjeux complexes attachés à la (dé)professionnalisation de ce métier.

Issus d'un symposium du Réseau international francophone de recherche en éducation et formation (REF) en 2019, les seize textes réunis (dont la préface de R. Etienne et la postface de C. Gervais) proposent des réflexions rétrospectives sur la période des 30 dernières années ancrées dans les différents contextes nationaux francophones (Belgique, France, Québec et Suisse), comme le veut la coutume de ce réseau, mais en y ajoutant cette fois une perspective brésilienne. B. Cattonar, V. Dupriez (pour la Belgique), S. De Souza Neto, F. Medeiros Sarti (pour le Brésil), M. Altet, G. Baillat, J.-F. Marcel, J. Mayeur, T. Piot (pour la France), A. Morales, C. Lessard, L. Levasseur, A. Robichaud, M. Tardif (pour le Québec), D. Périsset et B. Wentzel (pour la Suisse), présentent ainsi un ouvrage pensé manifestement en collectif par des chercheuses et chercheurs confirmé-e-s qui en accueillent d'autres plus novices (selon une autre coutume du REF).

« Qui sont réellement les porteurs politiques du projet de professionnalisation de l'enseignement ? » (p. 18) pourrait être la question centrale autour de laquelle cet ouvrage se développe, en posant dès l'introduction le constat que les enseignantes et enseignants ne sont peut-être pas, du moins n'ont pas été historiquement, les premiers à « porter » un tel projet. Qu'ils et elles puissent le devenir étant éventuellement un horizon, mais au prix d'un travail de (re)définition de la notion même de professionnalisation, de ses conditions et attendus, en contre-point en particulier des autres « professions », les professions libérales (médecine, droit), dont le modèle en terme de responsabilisation des professionnel-le-s (très nettement indépendant-es des États...) a dominé (non sans ambivalences et effets pervers) les politiques de professionnalisation libérales, voire néo-libérales dont ce livre propose au fond une critique.

L'ouverture de l'ouvrage, après l'introduction, est donnée par une longue contribution (*Repères sur l'évolution des politiques internationales des professionnalisation du personnel enseignant de 1945 à nos jours*, signée M. Tardif, A. Morales-Perlaza et C. Lessard) qui périodise et problématise l'évolution des « politiques de professionnalisation », cadrant ainsi les autres contributions qui s'y appuient. Par leur connaissance des réalités anglo-saxonnes en particulier (mais aussi sud-américaines et bien-sûr européennes) et de l'évolution des conceptions dominantes du « professionnalisme enseignant », les auteur-e-s de ce texte offrent un exercice de comparaison et de mise en perspective particulièrement bienvenu. Leur conclusion finale irrigue toutes les contributions :

De manière générale il ressort de nos analyses que plusieurs pays anglo-saxons (ou leurs provinces et États) ont mis en place depuis les années 1980 des politiques de gestion de la main-d'œuvre enseignante qui ciblent carrément le travail réel des enseignants, principalement en instaurant des ordres professionnels ou des organismes d'accréditation des enseignants et en imposant des normes de bonnes pratiques et d'efficacité mesurées à partir des résultats des élèves et des tests standardisés. Ces politiques semblent avoir modifié en profondeur la conception traditionnelle du professionnalisme enseignant basée sur l'autonomie, une gestion collégiale, des relations de confiance aussi bien avec les administrations scolaires qu'avec les élèves et leurs parent, pour lui substituer, selon Brass et Holloway¹, un modèle qui met de manière croissante l'accent sur des éléments comme l'omniprésence des instruments de mesure de performance des enseignants, leur imputabilité, la diminution de la durée et de la qualité des programmes de formation des enseignants, etc. (p. 47)

Et d'ajouter, ce qui donne encore plus d'intérêt et de suspens aux contributions pour la plupart ancrées ailleurs, en Europe, où, comme le dit le titre d'une d'elle (en l'occurrence française), la professionnalisation de la formation des enseignant-e-s demeurerait « au milieu du gué ».

En Europe francophone, jusqu'à maintenant, les politiques de professionnalisation ne semblent pas avoir été aussi loin, se limitant la plupart du temps à des réformes de la formation des enseignants et à la mise en place de référentiels de compétence. (pp. 47-48)

Jusqu'à maintenant donc, à en croire ce texte de repérage de « l'inquiétant processus de déprofessionnalisation » dont il est question et qui double la version anglo-saxonne de la professionnalisation, l'Europe francophone

¹ Brass, J. & Holloway, J. (2021) Re-professionalizing teaching: the new professionalism in the United States, *Critical Studies in Education*, 62:4, 519-536, DOI: 10.1080/17508487.2019.1579743

serait comme préservée, ou éventuellement en sursis (la situation brésilienne étant aux dires du texte plus complexe, du fait des difficultés générales du pays).

L'arrière-plan, on l'aura compris, est éminemment politique, et les différentes contributions proposent toutes des contextualisations précises des processus les plus larges qui débordent en même temps qu'ils influencent l'évolution, dans leurs régions ou pays respectifs, aussi bien des politiques de professionnalisation de la profession enseignante que des risques de déprofessionnalisation qui les doublent. Mais la richesse du livre est aussi théorique en ce que les contributions mobilisent forcément des (re)définitions de la professionnalisation, tout en discutant parfois de manière critique en particulier la domination d'une conception trop homogénéisante du travail enseignant issue de la sociologie américaine de Hugues – une conception à laquelle Florent Champy en particulier, (auquel il est fait référence en contre-point) propose d'opposer une « prise en compte des différences fondamentales dans les contenus de travail » (Champy, 2014, p. 134)².

Les contributions, plus ou moins empreintes d'inquiétude mais ouvertement engagées, apportent toutes des éléments concrets, fondés sur des enquêtes de styles divers. Elles documentent les situations et perspectives respectives dans les différentes régions, toujours en adoptant une approche longitudinale, si non proprement historique, abondant ainsi dans le sens d'une prise en compte des variations. On en apprendra ainsi sur la mise en œuvre de l'institutionnalisation de la formation tertiaire (et ce dans les différents pays), sur l'évolution croisée des « professions » scolaires au-delà de l'enseignement (au Québec), sur l'évolution de la perception médiatique de la professionnalisation (en France), sur l'importance de l'origine sociale des personnes candidates à la formation (en Suisse), sur le rôle des syndicats dans les projets de professionnalisation (en Belgique), autant d'entrées empiriques qui soutiennent les réflexions plus théoriques et politiques.

Au final on retiendra l'intérêt central qui consiste à tenir la recherche (et ses protagonistes) pour partie prenante de l'évolution que cet ouvrage documente. Une question pourrait résumer le problème (à la fois scientifique et politique): quels sont les savoirs (à propos de quels enjeux et de quelles pratiques, dans quels dispositifs de recherche, avec quels partenaires) qui pourraient permettre de soutenir une professionnalisation davantage sociale et moins libérale du travail enseignant (si l'on accepte de ne pas renoncer à ce terme et à ses connotation désormais managériales...)? Des savoirs éventuellement moins technocratiques et plus démocratiques donc, fondés sur une approche plus diversifiée et moins uniformisée du « travail réel », proposera-t-on pour conclure. Une alternative face à laquelle la recherche en éducation est elle aussi interpellée, et qui pourrait bien faire partie des plans de la prochaine édition de ce symposium au sein du Réseau international francophone de recherche en éducation et formation (à Fribourg en 2024, et pour les 30 prochaines années...). Le rendez-vous est pris.

Manuel Perrenoud, Université de Genève

² Champy, F. (2016). Faut-il parler de déprofessionnalisations au pluriel?. *Recherche et formation*. No. 75